

FAUT-IL SACRIFIER L'ECHELON DEPARTEMENTAL ?

Un discours en faveur d'une réforme profonde des collectivités territoriales

« Le moment est venu de poser la question des échelons de collectivités locales dont le nombre et l'enchevêtrement des compétences est une source d'inefficacité et de dépenses supplémentaires. La compétitivité de notre économie est capitale. Elle ne peut supporter un poids excessif de dépenses publiques ».

Nicolas Sarkozy, discours du 25 septembre 2008 à Toulon

Un discours en faveur du maintien de l'échelon départemental

Nous représentons avant tout des collectivités de très grande proximité. Les élus départementaux connaissent chacun des espaces de leur territoire mais également tous les élus, toutes les entreprises, toutes les associations. Quand aux citoyens nous sommes bien placés pour savoir qu'ils nous connaissent. Ils savent nous trouver lorsqu'ils rencontrent une difficulté. Les observateurs avertis que nous sommes, sommes toujours surpris de constater que nombreux sont les démagogues particulièrement incompétents qui souhaitent jeter un mauvais sort à nos départements. Chacun a pu constater que plus les agressions sont nombreuses et fréquentes, plus nos compétences progressent. [...]

Je suis persuadé que ce 78ème Congrès n'est pas une fin mais est le début d'une nouvelle ère. Notre rôle est incontournable dans chaque instant de la vie quotidienne de nos concitoyens. Même si certains d'entre vous en doutaient lorsqu'ils n'avaient pas le redoutable honneur de présider un Conseil général. Ils sont à présent convaincus du bien-fondé de cet échelon. Je remercie les nouveaux élus d'être devenus des ambassadeurs inconditionnels de nos départements. Le transport scolaire, l'économie, la voirie, les collèges, les maisons de retraite, les foyers pour handicapés n'ont plus aucun secret pour vous. [...]

Le but du congrès de l'ADF c'est de pouvoir échanger nos expériences, de mutualiser nos compétences, mais aussi d'entendre ce que le Gouvernement aura à exprimer sur l'avenir et le rôle de l'Etat dans nos territoires et sur l'organisation territoriale telle qu'il l'appréhende, sur la méthode et le rythme prévu pour répondre à une forte volonté de clarification des compétences, de la fiscalité, de la gouvernance.

Ce congrès sera également l'occasion de dire ce que nous voulons et ce que nous estimons incontournable :

- la nécessité d'assurer nos recettes et de ne pas augmenter nos charges
- le rôle du législateur dans la réforme qui doit être au dessus des commissions et du parisianisme ambiant qui entoure ces sujets
- la recherche d'un consensus maximum en interne et en externe sans pour autant risquer de freiner l'action
- la clarification primordiale des compétences

Notre rôle est de proposer des orientations fortes sans la moindre frilosité.

Nous n'avons pas peur de revisiter les compétences.

Nous n'avons pas peur de revoir le rôle et la taille des collectivités et de nous lancer dans des expérimentations audacieuses. [...]

A ce stade de mon propos, je me permets de me poser deux questions :

- faut-il lors de l'inauguration d'un équipement de 30 000 € comme je l'ai fait il y a 8 jours, voir côte à côte 6 ou 7 financeurs (la commune, l'intercommunalité, le Pays, le Département, la Région, l'Etat et peut-être l'Europe) sans oublier la réserve parlementaire via le Ministre de l'Intérieur ? 7 financeurs, 7 discours, 7 dossiers, 7 équipes pour valider la conformité du dossier pour le soumettre à ses commissions respectives. Finalement un coût et un délai de traitement supérieurs à ceux de l'opération.

- autre exemple mais que vous vivez également tous. Faut-il que l'Etat garde la main sur les réalisations universitaires ? Les diverses directions du Ministère de l'Education Nationale étudient, réfléchissent, font circuler les dossiers, bloquent, questionnent sur des constructions universitaires alors que l'Etat est souvent le plus petit financeur derrière la Région, le Département, l'Agglomération ou la ville.

Il faut faire tomber ces habitudes tenaces.

Nous pourrions chacun amener mille exemples qui traduisent les travers de nos fonctionnements. Nous sommes là pour apporter des réponses. Notre seul objectif doit être la recherche de l'efficacité au service du citoyen et la recherche de l'optimisation des dépenses. Le chemin est intéressant, faisons qu'il ne soit pas trop long pour atteindre notre but. [...]

Discours d'ouverture du 78^e Congrès de l'Assemblée des départements de France par Eric Doligé, président du Conseil général du Loiret, Orléans, 29 octobre 2008.